

turbulence financière, qui a sérieusement réduit l'accès au financement extérieur, la demande léthargique des économies avancées et la chute concomitante des prix des produits de base, en particulier l'énergie.

Le début de la crise financière a coïncidé avec la détérioration des débouchés à l'exportation et des prix des produits de base en réponse à la baisse rapide d'activité dans les économies avancées. Ces éléments ont ajouté aux pressions qui s'exerçaient sur les économies de la CEI ayant un système bancaire ouvert et ont sérieusement miné le potentiel de croissance des pays exportateurs de produits de base, notamment la Russie. Les perspectives diffèrent sensiblement entre les exportateurs et les importateurs d'énergie : chez les premiers, on peut s'attendre à voir se tarir les importants excédents du compte courant avec la chute des prix des produits de base; chez les seconds, on devrait observer une réduction marquée du déficit extérieur en raison du resserrement des conditions de crédit. Le PIB réel de la région, qui a augmenté de 5,5 p. 100 en 2008, devrait se contracter d'un peu plus de 5,0 p. 100 en 2009, le niveau le plus bas parmi l'ensemble des régions émergentes. En 2010, la croissance devrait rebondir à plus de 1,0 p. 100. Compte tenu des pressions qui s'exercent sur les monnaies, le taux d'inflation devrait demeurer dans les deux chiffres chez les exportateurs nets d'énergie, malgré le ralentissement de l'activité. Les pressions inflationnistes devraient se résorber plus rapidement dans les pays importateurs nets d'énergie. On prévoit notamment qu'en 2009, la **Russie** subira une contraction plus prononcée (6,0 p. 100) que toute autre économie de la CEI, à l'exception de l'Ukraine, et qu'elle connaîtra l'une des reprises les plus maigres de la région en 2010.

Le Moyen-Orient

La crise mondiale n'a pas épargné le Moyen-Orient. La dégringolade des prix du pétrole frappe de plein fouet cette région. La détérioration des conditions du financement extérieur et l'inversion des flux de capitaux font sentir leurs effets : les marchés immobiliers et boursiers de la région sont fortement éprouvés, la liquidité intérieure s'est détériorée, les écarts de taux de crédit ont grimpé pour certaines entreprises, des tensions sont apparues dans le système financier de certains pays et les fonds souverains ont subi des pertes sur leurs placements un peu partout dans le monde. De plus, la forte baisse de la demande extérieure (y compris des pays de la région du Golfe) freine l'expansion des exportations, les transferts

de fonds des travailleurs expatriés et les recettes du tourisme (notamment en Égypte, en Jordanie et au Liban).

En dépit des politiques résolument expansionnistes adoptées pour atténuer ces effets, les chocs défavorables devraient avoir de profondes répercussions sur l'activité économique. Pour l'ensemble de la région, on s'attend à ce que la croissance fléchisse de 5,9 p. 100 en 2008 à 2,5 p. 100 en 2009. Le ralentissement de la croissance devrait être à peu près le même dans les pays producteurs de pétrole et les autres pays, même si les forces à l'œuvre diffèrent sensiblement.

Parmi les pays producteurs de pétrole, le repli le plus marqué devrait survenir dans les Émirats arabes unis (É.A.U.), où les sorties de capitaux (entrés initialement pour spéculer sur une éventuelle réévaluation de la devise) ont provoqué une forte baisse de liquidité, une chute notable des prix sur les marchés immobiliers et boursiers, ainsi que de sérieuses tensions dans le système bancaire. Centre financier important, les É.A.U. subiront aussi les effets de la contraction de l'activité sur le marché financier mondial et celui des fusions et acquisitions. À l'opposé, on retrouve le Qatar, où la croissance devrait atteindre 18,0 p. 100 en 2009 (un gain par rapport au taux de 16,5 p. 100 enregistré en 2008), en raison du doublement prévu de la production de gaz naturel dans ce pays cette année. Parmi les pays non producteurs de pétrole, c'est le Liban qui devrait connaître le plus fort ralentissement, alors que les conditions difficiles du marché du crédit extérieur haussent le coût du service de la dette et que le ralentissement des économies du Golfe réduit les transferts de fonds en provenance de cette région.

L'Afrique

Les liens financiers relativement ténus de cette région avec les économies avancées n'ont pas réussi à protéger les pays africains de la tempête économique mondiale. Le choc qui s'est répercuté le plus durement sur le continent est la grave détérioration de la croissance à l'étranger, qui a réduit la demande pour les exportations africaines et les transferts de fonds des travailleurs expatriés. La chute des prix des produits de base frappe aussi les pays de la région qui possèdent d'abondantes ressources. Le resserrement des conditions de crédit sur le marché mondial a aussi fait tomber l'IED et renversé les mouvements de portefeuille, notamment vers les marchés émergents et naissants (par exemple le Ghana, le Kenya, le Nigeria, l'Afrique